

L'ADIEU DE "CHE" GUEVARA A FIDEL CASTRO

Le texte bouleversant qu'on va lire ci-dessous ne fait la lumière que sur la moitié du mystère de la « disparition » de « Che » Guevara, il ne livre pas le secret du théâtre d'opération choisi par le grand révolutionnaire, et c'est fort bien ainsi, n'en déplaise aux journaux à sensation. En revanche, il dissipe les hypothèses des mêmes sur la « rupture » survenue entre Castro et Guevara. S'il y a eu contradiction entre les deux leaders, elle provient de la difficile situation de Cuba et de la position qu'ils occupaient l'un et l'autre au sein même de cette contradiction. La lettre de « Che » semble bien prouver que les deux hommes ont compris leurs problèmes et que leurs choix soient davantage une « division des tâches » qu'une opposition. Les éternels « réalistes » triomphent modestement et parlent de fin de « l'ère romantique » de la révolution cubaine, comme si le réalisme n'était pas de prendre le pouvoir, et le romantisme de parler d'un ton blasé des révolutions déjà faites. La relative soumission de Cuba à la politique extérieure de l'U.R.S.S., ce n'est pas du réalisme, c'est le dur prix payé pour le retard de la révolution dans les pays des « réalistes » blasés. Quant à « Che » Guevara, parions qu'il montrera encore au monde que son réalisme est le bon, le seul, le réalisme révolutionnaire.

Fidel,

En cet instant, je me souviens de beaucoup de choses — quand je t'ai rencontré dans la maison de Maria Antonia, quand tu m'as suggéré de venir, et toutes les tensions qui présidaient aux préparations.

Un jour, on nous demanda qui il faudrait joindre en cas de mort, et la possibilité réelle de ce cas nous avait tous affectés. Plus tard, nous avons su qu'il était vrai que, dans une révolution l'on gagne ou l'on meurt (si c'en est une vraie). Beaucoup de camarades sont tombés sur le chemin de la victoire.

Aujourd'hui, tout est moins dramatique parce que nous sommes plus mûrs. Mais le fait se répète. Je crois que j'ai pleinement rempli la part du devoir qui m'a attaché à la révolution cubaine, sur son territoire, et je te dis au revoir, à toi, aux camarades, à votre peuple, qui est aussi le mien.

Je renonce formellement à ma place, à la direction nationale du parti, à mon poste de ministre, à mon rang d'officier, et à ma citoyenneté cubaine. Rien de légal ne me lie à Cuba. Les seuls liens sont d'une autre nature ; ceux-ci ne peuvent être brisés comme un contrat peut l'être.

En revoyant ma vie passée, je crois avoir travaillé avec suffisamment d'honneur et de dévouement à la consolidation du triomphe révolutionnaire. Ma seule faute sérieuse est de ne pas m'être suffisamment confié à toi dès les premiers instants, dans la Sierra Maestra, et de n'avoir pas compris assez vite tes qualités de dirigeant et de révolutionnaire.

J'ai vécu des jours magnifiques et j'ai senti à tes côtés l'orgueil d'appartenir à notre peuple dans les jours étincelants quoique tristes dans la crise des Caraïbes.

Il est peu d'hommes d'Etat qui aient été plus brillants que toi durant ces jours. Je suis fier aussi de t'avoir suivi sans hésitation, de m'être identifié à ta manière de penser, de voir et d'évaluer les dangers et les principes.

D'autres nations du monde en appellent

à mes efforts modestes. Je peux faire cela, ce qui t'est refusé à cause de ta responsabilité à la tête de Cuba, et le moment est venu de nous séparer.

Je veux qu'il soit connu que je fais cela avec des sentiments mêlés de joie et de tristesse : je laisse ici les plus purs de mes espoirs de bâtisseur, et les plus chers de ceux que j'aime. Et je quitte un peuple qui m'a reçu comme un fils. Cela me blesse profondément. Je vais défendre sur de nouveaux fronts la cause que tu m'as enseignée, l'esprit révolutionnaire de mon peuple, avec le sentiment de remplir pleinement le plus sacré des devoirs : combattre l'impérialisme partout où il se trouve. Ceci reconforte et adoucit les blessures les plus profondes.

Je déclare une fois de plus que je dégage Cuba de toute responsabilité, exceptée celle qui en fait un exemple. Si ma dernière heure me trouve sous d'autres cieux, ma dernière pensée sera pour ce peuple et particulièrement pour toi. Je te suis reconnaissant de ton enseignement, de ton exemple, et j'essaierai d'être digne des conséquences finales de mes actes.

J'ai toujours été en plein accord avec la politique étrangère de notre révolution et je continuerai à l'être. Où que je sois, je ressentirai la responsabilité d'être un Cubain révolutionnaire, et ce, tant que je vivrai. Je ne suis pas triste de quitter mes enfants et ma femme sans rien leur laisser. Je suis content qu'il en soit ainsi. Je ne demande rien pour eux, car je sais que l'Etat leur fournira suffisamment pour leurs dépenses et leur éducation.

J'aurai encore tant à dire, à toi et à notre peuple, mais je sens que ce n'est pas nécessaire. Les mots ne peuvent pas exprimer ce que j'en voudrais tirer, je pense que ce n'est pas la peine d'aligner des phrases.

En avant vers la victoire !

La Patrie ou la mort !

Je t'embrasse avec toute ma ferveur révolutionnaire.

« CHE ».

QUE SE PASSE-T-IL AU

Les élections qui ont lieu le 3 octobre dans onze états brésiliens pour la nomination de nouveaux gouverneurs se sont terminées par la victoire éclatante de l'opposition à l'actuel régime militaire. Huit millions de Brésiliens (70 % des Brésiliens n'ont pas le droit de vote) ont condamné ainsi la prétendue « révolution » d'avril 1964 faite, soi-disant au nom du peuple. Appelés aux urnes malgré l'opposition des éléments les plus réactionnaires du régime, ils ont ainsi donné le démenti le plus cuisant à ses prétentions.

Le gouvernement Castelo Branco, après l'instauration de la dictature du 31 mars, se présentait comme une réaction à la situation anarchique régnant dans le pays (inflation, malversations, etc.) et espérait obtenir des élections une caution populaire légalisant son coup d'Etat.

Le résultat montre que malgré les énormes pressions du régime, en particulier les milliers d'arrestations, les épurations rigoureuses dans les milieux politiques de gauche et les syndicats, les emprisonnements ou internements des parlementaires de l'opposition (378 personnalités politiques furent privées du droit de vote et, pour la plupart, ont dû se réfugier à l'étranger), le gouvernement Branco n'a pu échapper au jugement sévère du peuple brésilien qui ne s'est pas laissé intimider et, dans l'ensemble de ces onze Etats a donné à l'opposition une victoire spectaculaire.

Si l'on tient compte du fait que les candidats victorieux représentent les « modérés » de l'opposition bourgeoise que le gouvernement avait laissé passer dans son filtrage, on comprend le veto opposé aux candidats plus représentatifs qui auraient remporté une victoire au moins aussi éclatante. Le peuple brésilien a donné là une preuve de sa maturité politique.

FAILLITE ECONOMIQUE

Ce résultat étonnant s'explique si l'on se rappelle que le putsch du 31 mars 1964 prétendait se justifier par la nécessité de mettre fin à la situation désespérée de l'économie nationale. Or, dix-huit mois après le coup d'Etat, et malgré l'afflux de dollars reçus au titre de l'Alliance pour le progrès, la situation économique est encore plus mauvaise qu'elle ne l'était lors de la chute de Goulart. Au cours du seul premier semestre de 1965, le coût de la vie s'est accru de 13 %.

L'un des objectifs proclamés de l'équipe Branco était de juguler l'inflation qui atteignait un niveau jamais connu au Brésil. On annonça une offensive « déflationniste », puis « inflationniste » régénératrice.

ce » ; mais ce ne fut rien d'autre qu'une « déflation » de type classique, basée sur le blocage des salaires et la contraction des crédits, qui provoqua une hausse des prix générale, le chômage et une grave crise de récession dans les secteurs-clés de l'économie nationale (sidérurgie, métallurgie, construction navale, industries textile, mécanique et automobile, etc.)

On sait que les U.S.A. furent les instigateurs du renversement de Goulart, accusé en particulier de céder à la pression de l'extrême gauche alors qu'il annonçait la promulgation d'une loi limitant les profits des compagnies américaines. En revanche, le gouvernement Branco jouit de l'appui des Etats-Unis qui se proposent de stimuler par des prêts substantiels ce qu'ils appellent la « régénération brésilienne » et reçoivent en échange une liberté d'action pour leurs trusts qui connaissent peu de précédents dans l'histoire de l'Amérique latine, pourtant déjà riche en expériences de ce genre.

L'exemple le plus frappant de ces concessions fut le scandaleux contrat « Hanna » (Hanna Mining Company, filiale de Hanna Co de Cleveland) qui alloue 720 km² de gisement ferrifère dans l'Etat de Minas Gerais à cette compagnie sans aucune contrepartie que le paiement d'une taxe de 3 % sur le prix du minerai de fer extrait. Cet exemple, et d'autres analogues, la déclaration d'asservissement du ministre des Affaires étrangères, la formation d'un corps de fusiliers-marins fourni à la force inter-américaine chargée de vaincre la révolution de Saint-Domingue, tout cela a clairement démontré le caractère du régime Castelo Branco qui est devenu le principal satellite des U.S.A. en échange d'une protection elle-même payée de la soumission complète de l'économie brésilienne aux intérêts des capitalistes yankees.

CASTELO BRANCO CONTRE LACERDA

C'est ce rapport avec les Etats-Unis qui a entraîné une contradiction entre les divers groupes de droite et d'extrême droite et au sein de la grande bourgeoisie. Des secteurs de celle-ci, en particulier industriels et grands producteurs de café, désiraient une dictature de type fasciste, sous l'égide de laquelle ils rêvent de développer leurs affaires et de faire face à l'invasion du capital nord-américain.

Cette contradiction commença à être évidente à la fin de 1964 et se polarisa sur le thème des élections pour la présidence de la République : d'un côté Castelo Branco qui craignait une consultation populaire tant que la « révolution » n'était pas consolidée et qui força l'an dernier le Congrès à proroger son mandat d'un an, de

Saint-Domingue : LA RÉPRESSION PERMANENTE

« N'était-ce pas un leurre que de vouloir partager le pouvoir entre ceux qui se déchiraient il y a quelques mois à peine, comme si le concept d'union nationale était capable d'effacer des dizaines d'années de haine, d'injustices, de misère, de dictature et de violence ? »

Journal Le Monde, 30 octobre 1965.

« Si les Américains n'avaient pas envoyé de troupes à Saint-Domingue, la paix et l'ordre régneraient ici et les forces du colonel Wessin y Wessin seraient déjà anéanties », déclarait le colonel Camaño le 6 mai 1965.

Déclaration étonnante de la part d'un officier ayant trahi la tête d'une rébellion militaire, dirigée contre le triumvirat responsable de la chute, en 1963, du Président constitutionnellement élu, Juan Bosch.

Mais quel était le but poursuivi par ce mouvement que l'on pouvait considérer de prime abord comme un soulèvement militaire ?

Juan Bosch dont on réclamait le retour, est un anti-communiste notoire ; ami de Rómulo Betancourt, il est, comme ce dernier, un adepte fervent de la « démocratie représentative » dont l'objectif est de maintenir la domination néo-coloniale américaine en Amérique du Sud ; la dictature militaire ouverte présentant quelques inconvénients (notamment pour la bourgeoisie locale) on se propose de la remplacer par un gouvernement élu (soi-disant) démocratiquement.

Juan Bosch est aussi un ancien de l'A.P.R.A. (Association pour la Révolution Américaine) parti aujourd'hui dégénéré au point de s'allier, au Pérou, aux éléments les plus réactionnaires, aux partisans de l'ancien dictateur Odría.

Pourtant, ces jeunes officiers se proposent de « redonner au peuple ce qu'on lui a enlevé », confondant manifestement (en avril) les intérêts de la bourgeoisie dominicaine et des masses qu'elle exploite.

Mais, pour les U.S.A., c'est encore trop ; le général Wessin y Wessin, appuyé par l'armée de l'Air (corps d'armée favori du sinistre dictateur Trujillo), homme de confiance de la mission militaire américaine, auteur présumé du coup d'Etat qui renversa Juan Bosch en 1963, bombarde le Palais National — les combats de rue commencent. L'intervention directe est presque immédiate : les « marines », sous prétexte de protéger la vie des citoyens américains, débarquent.

Le mouvement dirigé par Camaño se radicalise très vite et, fait unique dans l'histoire latino-américaine, donne des armes aux ouvriers.

La suite est connue : le compromis passé entre les constitutionnalistes et les Américains aboutit à la formation d'un gouvernement provisoire (chargé d'organiser des élections libres) dirigé par Garcia Godoy, représentant les intérêts capitalistes dominicains, il est condamné à l'impuissance dès le départ ; l'épuration de l'armée ne se fait pas (exception faite de Wessin y Wessin envoyé à Miami) mais l'on commence à désarmer les constitutionnalistes.

Les troupes n'ont pas regagné leurs casernes, la police spéciale instituée pour rétablir l'ordre dans l'ancienne zone constitutionnaliste n'y parvient pas et il faut

recourir à la prétendue « force interaméricaine de paix » ; les chars américains stationnent dans la ville. On fusille et l'on assassine dans la capitale et en province ; des dirigeants syndicaux sont licenciés ; pour s'être élevés contre cet arbitraire, quatre ouvriers sont tués ; un dirigeant des syndicats portuaires assassiné, lui aussi ; ceci explique le fait que parmi les « constitutionnalistes », nombreux sont ceux qui refusent de rendre leurs armes : aidés par le Mouvement du 14 juin (1), ils ont compris quelle était la nature du pouvoir qu'ils affrontaient.

Pour l'instant, l'on peut tirer du soulèvement de Camaño et de ses partisans plusieurs enseignements :

La crise dominicaine, en mobilisant les masses, leur a fait prendre conscience que la lutte de libération nationale ne peut se mener que contre l'impérialisme américain, et que cette lutte ne saurait être pacifique (comme le prétendait il n'y a pas longtemps le Parti communiste dominicain).

Saint-Domingue prouve après Cuba que, lorsque les conditions objectives existent pour faire la révolution, si l'avant-garde en titre ne joue pas son rôle, une autre avant-garde peut se former (c'est le cas du Mouvement du 14 juin) et peser de façon déterminante sur l'évolution de certains secteurs militaires jusqu'ici soumis au haut commandement, gardien traditionnel des oligarchies en Amérique latine.

L'évolution de Camaño, son dernier discours avant le compromis, expliquant clairement au peuple pourquoi il a fallu céder, et dénonçant les responsabilités des Etats-Unis, prouvent combien, par son seul exemple, la révolution cubaine influence désor-

mais tout mouvement révolutionnaire ; mais l'exemple de Saint-Domingue permet de comprendre aussi que les conditions dans lesquelles s'est produite la révolution à Cuba, ne sont pas renouvelables.

Le caractère de l'insurrection dominicaine, insurrection urbaine principalement, la création de milices populaires, renoue avec une tradition qui semblait se perdre en Amérique latine où la guerre de guérillas semble plus adéquate. Mais la lutte prend les formes les plus diverses (le Venezuela en est un exemple) et même si elle se termine parfois par un échec, elle témoigne de la maturité révolutionnaire des peuples.

Il reste à coordonner ces luttes à l'échelle d'un continent ; l'existence d'une révolution socialiste dans les Caraïbes, « co-existant » avec Porto-Rico, « Etat libre associé », colonie U.S. de fait ; avec Haïti où sévit le dictateur Duvalier, ne peut que provoquer de la part des Etats-Unis une répression directe, féroce, si un quelconque mouvement insurrectionnel (même poursuivant au début l'instauration d'une démocratie bourgeoise) se déclenche. L'impérialisme américain a compris quant à lui ce qu'était la révolution permanente.

C'est le sens qu'il faut donner au vote des députés américains, proclamant le droit des Etats-Unis à intervenir dans tout pays d'Amérique latine et tentant d'instituer une force d'intervention inter-américaine.

Seule l'internationalisation de la révolution pourra s'opposer à l'internationalisation de la répression.

E. D.

(1) Mouvement de type castriste à l'avant-garde de la lutte révolutionnaire.